

Le besoin de main-d'œuvre pour la transition écologique est colossal. L'initiative pour un fonds climat propose d'y pallier en investissant dans la formation. Enjeux

# DES BRAS POUR LE CLIMAT



SOPHIE DUPONT

**Travail** ► L'initiative pour un fonds climat prévoit d'investir 4 à 8 milliards de francs par an, pour atteindre des émissions neutres en 2050. Le chantier s'annonce faramineux. Depuis 1990, la Suisse a réduit 26% de ses émissions de gaz à effet de serre (chiffre 2023). Selon ses objectifs, la baisse doit atteindre 50% (dont les deux tiers en Suisse) en 2030 et les émissions doivent être neutres en 2050.

La Suisse accuse un retard criant dans la réalisation de la transition climatique. Aujourd'hui, seuls 40% des systèmes de chauffage sont issus de l'énergie renouvelable, selon SuisseEnergie, programme du Conseil fédéral pour l'efficacité énergétique. Le potentiel du solaire sur les toits est utilisé à 12%. Et la rénovation énergétique des bâtiments ne concerne que 1% du parc immobilier chaque année. Les initié·es veulent y remédier par des investissements et la formation de personnel qualifié dans des domaines clés, qui souffrent aujourd'hui de pénurie de main-d'œuvre.

## Défi important pour les rénovations

Les recettes pour réduire les émissions sont connues: isolation des bâtiments, remplacement des chauffages, développement des énergies renouvelables, combinés à l'extraction du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, qui s'annonce très onéreuse. «En Suisse, l'un des plus grands défis pour le climat est de réussir à recruter les travailleurs et travailleuses nécessaires pour la transition», pointe Peppina Beeli, responsable du département politique à Unia. Le constat de pénurie de main-d'œuvre est largement partagé. «Dans le bâtiment, il faudrait que 70% des ouvriers se consacrent aux rénovations énergétiques pour atteindre les objectifs climatiques. Cela alors que le manque de personnel, chronique depuis longtemps, va encore s'accroître avec le départ à la retraite



Swissolar évalue le besoin de professionnels du solaire à 850 personnes supplémentaires par an d'ici à 2035.

KEYSTONE

des babyboomers. C'est un blocage majeur», observe Dominique Rochat, responsable de projets environnement et énergie à économiesuisse. Sur les solutions, les fronts sont par contre divisés.

Pour la faitière patronale, le fonds climat ne résout pas le problème. Dans le domaine des rénovations énergétiques, les investissements publics existants, via le Programme Bâtiment, n'ont pas été suffisants pour atteindre les objectifs. «Investir des milliards supplémentaires sans résoudre la pénurie de main-d'œuvre ne fonctionnera pas. Je ne vois pas où trouver des personnes prêtes à se reconverter en ouvriers du bâtiment», poursuit Dominique Rochat, pessimiste sur les possibilités d'accélérer les rénovations.

## Une éclaircie pour le solaire

Il constate une tendance plus favorable dans le solaire, avec le développement de nouvelles filières d'apprentissage par l'association professionnelle Swisso-lar. Le secteur évalue ses besoins à 850 professionnel·les supplémentaires par an jusqu'en 2035. Les nouvelles formations doivent



«La Suisse a perdu des fleurons de la transition climatique»

Christophe Barman

couvrir un tiers des besoins, avec 300 diplômé·es chaque année. «Il faut faire confiance aux branches, qui savent s'organiser», affirme Dominique Rochat. L'un des plus grands défis sera de produire suffisamment d'électricité pour remplacer l'énergie fossile, notamment dans la mobilité: «Dans le domaine de l'hydroélectricité, il y a suffisamment d'argent prêt à être investi. Ce qui pose problème, ce sont les oppositions qui bloquent les projets.»

## D'autres Etats investissent

Le son de cloche est tout autre du côté de la Fédération suisse des entreprises (FSE), qui regroupe 1100 PME sensibles à la durabilité. «Nous nous opposons aux grandes faitières économiques qui veulent laisser faire le libre marché. Et constatons une certaine naïveté fédérale sur les efforts nécessaires pour respecter nos engagements climatiques et assurer notre souveraineté énergétique», assène Christophe Barman, coprésident de l'organisation. Sans politique industrielle, la Suisse a perdu des fleurons de la transition climatique, constate

l'entrepreneur. Il regrette la disparition du fabricant bernois de panneaux solaires Meyer Burger, qui détenait l'une des plus grosses usines d'Europe en Allemagne. Ou encore celle de l'usine Vetropack à St-Prex (VD), qui assurait un recyclage local du verre. «Le fonds climat, ce n'est pas juste un truc de rêveurs. C'est la mise à disposition de fonds nécessaires à nos PME, pendant que les grandes nations choisissent de soutenir qu'elles veulent voir se développer. Si on ne prend pas le train en marche, les conséquences se feront ressentir sur l'économie», poursuit-il.

Les PME, qui constituent 99% du tissu économique suisse, auraient selon lui tout à gagner d'un soutien étatique pour la formation. Les entreprises de chauffage, qui ont développé une expertise dans les énergies fossiles, n'ont par exemple pas les moyens de former leur personnel à l'installation de pompes à chaleur. «Avec le risque que des travailleurs soient licenciés pour engager du personnel déjà compétent. En France, des subventions pour la formation dans la tran-

sition écologique et digitale permettent de garder les gens en emploi», relève-t-il.

## Des compensations pour la transition

Unia réclame pour sa part que des conditions de travail attractives soient garanties dans les métiers indispensables à la transition – isolation, électricité, remplacement de chauffages. «Il faut généraliser, dans toute la Suisse, les solutions de retraites anticipées pour les professions physiquement exigeantes. Face au stress et à la pression des délais, qui a énormément augmenté, les travailleurs et travailleuses ont urgemment besoin de plus de temps de repos», pointe Peppina Beeli. Attirer des personnes en reconversion professionnelle dans ces métiers ne paraît pas insurmontable au syndicat, pour autant que les conditions de travail soient améliorées via les conventions collectives de travail. En plus du financement de formations, le texte d'initiative prévoit en effet des contributions pour compenser la perte de revenu liée à une réorientation, une disposition qui facilite les réorientations.

## «Le personnel n'est pas une variable d'ajustement»

Avec les bâtiments et l'industrie, les transports génèrent une part importante des émissions CO<sub>2</sub>. Par rapport à d'autres domaines, les réductions y sont très faibles: 8% d'émissions en moins depuis 1990, alors qu'elles devraient diminuer de 75% d'ici à 2030, selon l'ordonnance sur le CO<sub>2</sub>.

La transition passe en partie par le développement des transports publics, déjà sous pression. Manque d'effectifs, temps de travail irréguliers et de nuit nuisent à l'état de santé du personnel. «Si nous voulons atteindre la décarbonation, il

faut rendre les emplois plus attractifs. Il n'est pas possible de faire croître la branche tout en comprimant toujours plus les coûts», observe Pablo Guarino, vice-président du Syndicat du personnel des transports (SEV), qui défend également l'initiative pour un fonds climat. Le syndicat soutient une augmentation de la part des transports publics dans la mobilité à 50% en 2050, contre 20% aujourd'hui, mais pas à n'importe quel prix: «Les travailleurs ne doivent pas être une variable d'ajustement qui pallie le manque de financement.»

Pour y remédier, le syndicat réclame des moyens suffisants. Dans des métiers nécessitant un engagement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, les horaires restent un des défis les plus importants. Le syndicat demande des temps de repos adaptés et du personnel en réserve dans les métiers sous tension, notamment dans la conduite et la mécanique. «Lorsque des travailleurs et travailleuses, épuisés, tombent malades sur une longue période, leurs collègues compensent par des heures supplémentaires et se

fragilisent à leur tour», constate Pablo Guarino. Des besoins de financements de formations sont également identifiés par le syndicat, notamment face au défi de l'électrification du matériel roulant. «Les métiers liés à la révision des moteurs à combustion disparaissent, il faut qu'une reconversion soit possible», illustre-t-il. Le SEV revendique une solution de branche plutôt que des processus internes aux entreprises, plus fragiles.

Du côté de Syndicom, des besoins de formation sont identifiés pour une

transformation écologique de l'économie, notamment, dans les domaines des nouvelles technologies et de la logistique. Le syndicat relève aussi que des solutions doivent être trouvées pour les travailleurs et travailleuses à l'extérieur, confrontés aux vagues de chaleur. «Ils sont exposés à un risque accru d'accidents et de maladies cardiovasculaires. Le réchauffement climatique touche plus durement les plus précaires, en Suisse aussi», pointe Matthias Loosli, porte-parole.

SDT